

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 21601
Numéro SIREN : 842 128 134
Nom ou dénomination : 2LDM INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 09/02/2021 sous le numéro de dépôt 19245

2LDM INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 181.290 euros
Siège social : 87 rue La Boétie - 75008 Paris
842 128 134 R.C.S. Paris

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 23 DECEMBRE 2020

L'an deux mille vingt,
Le vingt-trois décembre, à huit heures,
Au siège social,

Le soussigné, Monsieur Damien POURVU, agissant en qualité de président de INVEST, société par actions simplifiée au capital de 181.290 euros, dont le siège social est situé à La Boétie - 75008 Paris et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de France sous le numéro 842 128 134 (la « Société »),

Immatriculé à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-LAZARE
Le 07/01/2021 Dossier 2021 00006705, référence 7564P61 2021 A 00735
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidité : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

I. Après avoir rappelé que :

- l'associé unique de la Société a décidé, par décisions en date du 27 novembre 2020, de réduire le capital social de la Société d'un montant en nominal de trois cent soixante-dix euros (370 €), par voie de rachat, en vue de leur annulation, selon les modalités fixées par l'article L. 225-207 du Code de commerce, de trente-sept (37) actions de la Société d'une valeur nominale unitaire de dix euros (10 €), libres de tout nantissement ;
- le prix de rachat est fixé à treize mille six cent quarante-cinq euros et vingt-huit centimes (13.645,28 €) (valeur arrondie) pour chaque action de valeur nominale de dix euros (10 €) ;
- les actions rachetées de la Société seront annulées conformément à la loi et aux règlements et ne donneront pas droit au dividende mis en distribution au titre de l'exercice en cours lors de la réduction de capital ;
- cette décision a été prise sous la condition suspensive de l'absence d'opposition émanant des créanciers sociaux, ou, en cas d'opposition, du rejet de celles-ci par le tribunal ;
- le paiement par la Société de la valeur de rachat des trente-sept (37) actions ordinaires de la Société s'effectuera en numéraire au plus tard dans un délai de trois (3) ans à compter de la réalisation définitive de la réduction de capital ;
- l'ensemble des associés de la Société ont décidé de déléguer au Président tous pouvoirs à l'effet de :
 - a) déposer le présent procès-verbal auprès du greffe du tribunal de commerce de Paris,
 - b) recueillir et traiter les oppositions éventuelles des créanciers conformément aux dispositions des articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce,
 - c) constater la purge des oppositions éventuelles,
 - d) procéder au rachat des actions ordinaires dans les limites fixées ci-dessus,
 - e) fixer les modalités de règlement du prix de rachat des trente-sept (37) actions ordinaires,
 - f) payer le prix de rachat des trente-sept (37) actions ordinaires dans les conditions fixées ci-dessus,
 - g) annuler lesdites actions ordinaires rachetées,
 - h) constater la réalisation définitive de la réduction de capital,
 - i) modifier corrélativement les statuts de la Société,

DP

- j) accomplir les formalités légales avec faculté de subdélégation, et
 - k) plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile à cette fin.
- le procès-verbal des décisions de l'associé unique de la Société en date du 27 novembre 2020 a été régulièrement déposé le 27 novembre 2020 au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et que ce dépôt a fait courir le délai légal d'opposition de vingt (20) jours.
2. Constate que, conformément au certificat de non-opposition des créanciers en date du 22 décembre 2020, le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris n'a pas enrôlé, au 21 décembre 2020, d'assignation en opposition des créanciers sociaux à la réalisation de la réduction de capital décrite aux présentes.
 3. Constate la réalisation définitive de la réduction de capital de la Société pour un montant en nominal de trois cent soixante-dix euros (370 €) et l'annulation des actions rachetées par la Société dans les conditions susvisées.
 4. Constate que l'excédent entre le prix global de rachat et la valeur nominale des actions rachetées, soit la somme arrondie de cinq cent quatre mille cinq cent cinq euros et dix-huit centimes (504.505,18 €), est imputé sur le poste « *Prime d'Apport* » tel que figurant au bilan de la Société.
 5. Constate, en conséquence, la modification du montant du capital social de la Société, portant ce dernier de la somme de 181.290 € à la somme de 180.920 € par voie de rachat de 37 actions ordinaires de la Société détenues par l'associé unique en vue de leur annulation.
 6. Modifie, en conséquence, les articles 7 et 8 des statuts de la Société, qui sont désormais rédigés comme suit :

« Article 7 : Apports

Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société, la somme de mille (1.000) euros.

Lesdits apports correspondent à 100 actions de 10 euros chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de 1.000 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque BNP PARIBAS, 41 avenue de l'Opéra 75002 PARIS.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 février 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 175.000 euros par apport effectué par Monsieur Damien POURVU de 50 actions de la SAS ORIENTATION WEB d'une valeur de 175.000 euros, rémunéré par l'attribution à l'apporteur de 17.500 parts nouvelles de 10 euros de valeur nominale.

Par décisions de l'Associé Unique en date du 3 novembre 2020, le capital social a été augmenté d'un montant nominal global de 5.290 €, en rémunération de l'apport en nature de 50 actions ordinaires de la société ACCES SAP SERVICES (804 687 184 R.C.S. Paris) et de 50 actions ordinaires de la société PRO CONSULTING (790 177 927 R.C.S. Paris), par émission de 529 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, assorties d'une prime d'apport d'un montant global de 7.213.512,25 € portant ainsi le montant du capital social de 176.000 € à 181.290 €.

Par décisions de l'Associé Unique en date du 27 novembre 2020, et par décisions du Président en date du 23 décembre 2020, il a été décidé de réduire le capital social de la Société d'un

DP

montant en nominal de 370 euros pour le ramener de 181.290 euros à 180.920 euros, par voie de rachat et annulation de 37 actions.

Article 8 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cent quatre-vingt mille neuf cent vingt (180.920) euros.

Il est divisé en dix-huit mille quatre-vingt-douze (18.092) actions ordinaires de 10 € de valeur nominale chacune et intégralement libérées. »

7. Confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

Le Président
Monsieur Damien POURVU




2LDM INVEST
Société par actions simplifiée
au capital de 180.920 euros
Siège social : 87 rue La Boétie 75008 PARIS
842 128 134 R.C.S. Paris

STATUTS

MIS A JOUR LE 23 DECEMBRE 2020

Certifié conforme à l'original



TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

Article 1 – Forme

Il est formé par l'associé unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la gestion, la cession de toutes participations dans toutes sociétés commerciales et industrielles, dans tous secteurs, et toutes opérations se rapportant de près ou de loin à l'activité ci-dessus définie ;
- toutes opérations financières ;
- toutes prestations de services et administratives aux entreprises ;
- l'achat, la gestion, la création, la location, l'aliénation de tous établissements industriels et commerciaux, comme de tous biens immobiliers ;
- la prise de participation dans toute société ou entreprise ayant le même objet ou un objet semblable, connexe, similaire, accessoire ou complémentaire à celui des sociétés contrôlées ;
- toutes opérations financières et commerciales se rattachant à la gestion de participations ou susceptibles de les faciliter, de les améliorer, de les consolider, de les développer, de les sauvegarder ;
- la gestion financière, la définition des orientations commerciales et toute assistance technique et autres au sein du groupe ;
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, civiles, financières, mobilière ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Article 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est : **2LDM INVEST**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé **87 rue La Boétie 75008 PARIS**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des Sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2018.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 – Apports

Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société, la somme de mille (1.000) euros.

Lesdits apports correspondent à 100 actions de 10 euros chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de 1.000 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque BNP PARIBAS, 41 avenue de l'Opéra 75002 PARIS.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 février 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 175.000 euros par apport effectué par Monsieur Damien POURVU de 50 actions de la SAS ORIENTATION WEB d'une valeur de 175.000 euros, rémunéré par l'attribution à l'apporteur de 17.500 parts nouvelles de 10 euros de valeur nominale.

Par décisions de l'Associé Unique en date du 3 novembre 2020, le capital social a été augmenté d'un montant nominal global de 5.290 €, en rémunération de l'apport en nature de 50 actions ordinaires de la société ACCES SAP SERVICES (804 687 184 R.C.S. Paris) et de 50 actions ordinaires de la société PRO CONSULTING (790 177 927 R.C.S. Paris), par émission de 529 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, assorties d'une prime d'apport d'un montant global de 7.213.512,25 € portant ainsi le montant du capital social de 176.000 € à 181.290 €.

Par décisions de l'Associé Unique en date du 27 novembre 2020, et par décisions du Président en date du 23 décembre 2020, il a été décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant en nominal de 370 euros pour le ramener de 181.290 euros à 180.920 euros, par voie de rachat et annulation de 37 actions.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cent quatre-vingt mille neuf cent vingt (180.920) euros.

Il est divisé en dix-huit mille quatre-vingt-douze (18.092) actions ordinaires de 10 € de valeur nominale chacune et intégralement libérées.

Article 9 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Article 10 - Comptes courants

L'associé unique peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées par l'associé unique.

TITRE III - ACTIONS

Article 11 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 12 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

Article 13 - Transmissions des actions

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 14 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

14.1 Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

14.2 Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée 1 mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

14.3 Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 15 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

TITRE V - CONVENTIONS REGLEMENTEES – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 16 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

Article 17 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VI - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

Article 18 - Décisions de l'associé unique

18.1 L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

18.2 Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

18.3 L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

18.7 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE VII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 19 - Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 20 - Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VIII - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

Article 21 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'associé unique ou par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.